



Crise sanitaire : Ce n'est pas à la Genève qui souffre de la payer !

Parce que des pans entiers de la population s'appauvrissent à toute vitesse, parce la crise et les « solutions » de la droite patronale pour prétendument en sortir ne font qu'accroître les inégalités,

Semaine d'action pour une sortie de crise solidaire, sociale, féministe, écologique et culturelle :

➔ **Mardi 23 février, 11h, Office des poursuites**

« Commandement d'annuler » : appel aux propriétaires, régies, assurances, etc. à renoncer aux créances contre les victimes de la crise

➔ **Mercredi 24 février, 11h15, place du Bourg-de-Four**

Dépôt de la pétition « Stop au harcèlement des personnes au chômage »

➔ **Jeudi 25 février, midi, pont de la Machine**

« Farandole solidaire » : contre la précarité, des droits plutôt que la charité

➔ **Vendredi 26 février, 17h–19h, place Bel-Air**

« Mais t'as pas honte ? » : action de tractage contre le référendum de la honte

➔ **Samedi 27 février, 14h30, zone piétonne du Mont Blanc**

« Employées de maison en lutte » : action de travailleuses dans l'économie domestique pour le OUI à l'indemnisation des travailleurs·euses précarisé·es



A leurs commandements de payer, opposons nos commandements d'annuler !

Mardi 23 février, 11h, Office des poursuites

Malgré les baisses des salaires et des revenus, malgré le chômage en hausse, les factures, les loyers, les cotisations maladie et les prix ne baissent pas. Le nombre de personnes aux poursuites, lui, explose !

Si, d'un côté, un impôt de solidarité sur les grandes fortunes s'impose, de l'autre, il est indispensable d'annuler toutes les dettes et poursuites contre les travailleuses et travailleurs en RHT, les chômeuses et chômeurs, les étudiant·es qui ne trouvent plus de petits jobs, les travailleuses et travailleurs précarisé·es, les indépendants, ou encore les locataires dans l'impossibilité de payer les loyers.

- ➔ **Aux propriétaires, aux régies, aux assureurs, aux banques de participer à l'effort en renonçant à leurs créances.**
- ➔ **Aux autorités de décréter un moratoire sur les poursuites qui frappent les victimes de la crise.**

Dépôt de la pétition « Stop au harcèlement des personnes au chômage

Mercredi 24 février, 11h15, place du Bourg-de-Four

Malgré la crise, le ralentissement des activités économiques, les pénalités contre les chômeurs et les chômeuses pleuvent, tandis que le décompte des jours d'indemnités se poursuit accélérant l'approche de la fin du droit aux indemnités de chômage.

Mais comment prétendre que les gens fassent des démarches ou trouvent du travail alors que l'activité économique est à l'arrêt, que l'offre de places n'existe plus ?

- ➔ **Pour la suspension de l'obligation de produire des recherches d'emploi et la renonciation aux sanctions contre les chômeuses et les chômeurs.**
- ➔ **Pour la prolongation immédiate de la durée des indemnités et des délais-cadre pour toutes les personnes au chômage.**

Farandole solidaire « Contre la précarité, des droits plutôt que la charité »

Jeudi 25 février, midi, pont de la Machine

Alors que des milliers de travailleuses et travailleurs précarisé·es se sont retrouvé·es sans revenus au printemps derniers, le MCG et l'UDC, appuyés par certains milieux patronaux, ont lancé le référendum de la honte contre une loi d'indemnisation des revenus perdus adoptée par le Grand Conseil.

A ces travailleurs·euses précarisé·es, ouvriers·ères temporaires, employé·es maison, « extras » sur appel dans les restaurants, artistes, ou autres acteurs·trices culturel·les, les référendaires ne veulent concéder que la charité et la soupe populaire.

- ➔ **Parce que les travailleurs·euses aux conditions de travail les plus précaires sont aussi celles et ceux les moins protégé·es,**
- ➔ **Parce qu'à la charité nous opposons la dignité des droits,**

Votez et faites voter OUI le 7 mars à l'indemnisation des travailleurs·euses précarisé·es

Vendredi 26 février, 17h-19h, place Bel-Air : tractage contre le référendum de la honte

Employées de maison en lutte

Samedi 27 février, 14h30, zone piétonne du Mont Blanc

Les travailleuses dans l'économie domestique se mobilisent pour leurs droits. Avec la pandémie, elles ont été des milliers à avoir été licenciées sur le champ ou à avoir perdu de nombreuses heures de travail chez différents employeurs. Parce que nombre de ces derniers ne les déclarent pas aux assurances sociales, ou parce que certaines d'entre-elles n'ont pas de permis de séjour, elles n'ont eu droit ni au chômage, ni aux RHT, ni aux APG, ni à rien du tout.

- ➔ **Parce que ce sont de travailleuses comme les autres, elles se battent pour leurs droits et pour leur dignité.**
- ➔ **Parce que nous sommes solidaires avec les plus précaires, nous appelons à voter OUI le 7 mars à l'indemnisation pour perte de revenu en raison du coronavirus**

Semaine d'action pour une autre sortie de crise

Salaires réduits par les RHT, chômage, précarité, faillites de petits indépendants, des fins de mois de plus en plus difficiles, impossibilité de payer les loyers, les primes maladie, difficultés accrues pour financer les études, perte totale de revenus pour les travailleuses et travailleurs précarisé·es, voilà ce que vivent désormais des dizaines de milliers de personnes à Genève, l'une des villes les plus riches au monde.

Il y a cinq ans, le rapport du Conseil d'Etat sur la pauvreté indiquait que, à Genève une personne sur six vivait dans la pauvreté. Combien sont-elles aujourd'hui ? Après un an de pandémie, et l'absence de mesures prise par les autorités pour protéger les revenus, leur nombre explose. Les queues immenses constatées déjà au printemps 2020 lors des distributions alimentaires n'en sont que l'aspect le plus visible.

Après une journée d'actions le 1^{er} mai dernier et un premier rassemblement le 19 décembre, et à la veille de la votation populaire sur l'indemnisation de la perte de revenu des travailleurs·euses les plus précarisé·es, la CGAS organise une semaine d'actions pour porter encore une fois les revendications de celles et ceux qui n'ont que leur travail – et qui parfois n'ont même plus celui-là – pour vivre.

- ➔ **Parce que des pans entiers de la population s'appauvrissent à toute vitesse,**
- ➔ **Parce la crise et les recettes de la droite patronale pour prétendument en sortir ne font qu'accroître les inégalités,**



Mobilisons-nous toutes et tous ensemble pour une sortie de crise solidaire, sociale, féministe, écologique et culturelle.